COMCEC

# NOTE DU BCC SUR TOURISME

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC
Octobre 2026

# NOTE DU BCC SUR LE TOURISME

## 1. Introduction

Le tourisme joue un rôle important dans le bien-être économique des pays développés comme des pays en développement, en contribuant à l'emploi, à la génération de revenus et au développement de la main-d'œuvre. En tant que source importante de recettes en devises, le tourisme constitue un secteur qui soutient la croissance économique et contribue au développement global des économies nationales. Compte tenu de sa forte intensité en main-d'œuvre, le tourisme crée de nombreuses possibilités d'emploi, en particulier dans les pays en développement. Outre ses retombées économiques, le tourisme rapproche les populations de différents pays et cultures, favorise les interactions sociales et renforce les échanges culturels internationaux entre les pays et les peuples.

Le tourisme est l'un des moteurs les plus inclusifs et les plus évolutifs de la création d'emplois et du développement économique. Le tourisme met en relation la demande mondiale et les fournisseurs locaux tout au long de vastes chaînes de valeur, notamment dans l'hébergement, les transports, les systèmes alimentaires, les services culturels et le commerce de détail, créant ainsi des possibilités d'accès au marché pour les femmes, les jeunes et les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Lorsqu'il est bien géré, le tourisme agit comme un catalyseur d'une croissance diversifiée. Il stimule l'investissement privé, élargit les débouchés des producteurs locaux et favorise une répartition des revenus au-delà des villes, jusque dans les communautés rurales et côtières. Il contribue également au financement de la conservation des ressources naturelles et culturelles et peut servir de fondement à des moyens de subsistance respectueux du climat, qui occupent une place centrale dans l'économie bleue et verte.[1]

Il importe de souligner que le tourisme exerce un effet multiplicateur sur l'emploi : chaque emploi direct dans le tourisme génère des emplois supplémentaires au sein des chaînes d'approvisionnement et des services connexes. Le tourisme est ainsi particulièrement efficace pour convertir les investissements en emplois à grande échelle. Le caractère à la fois échangeable et ancré dans les territoires du secteur, qui attire les dépenses des visiteurs internationaux tout en orientant les retombées vers l'économie locale, permet aux pays de générer des recettes en devises et des recettes fiscales tout en renforçant les entreprises nationales. En outre, étant donné que les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre dans de nombreux contextes et que les jeunes représentent une part importante des emplois, des politiques ciblées de développement des compétences et d'inclusion peuvent rapidement améliorer la qualité des emplois et les revenus[2].

[1] Investir dans le tourisme, https://www.worldbank.org/ext/en/topic/tourism.
[2] Investir dans le tourisme, https://www.worldbank.org/ext/en/topic/tourism.

Cependant, le tourisme est également très vulnérable aux effets du changement climatique. La hausse des températures, l'évolution des régimes de précipitations, les phénomènes météorologiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer ont des effets négatifs sur les destinations touristiques et influencent les préférences des voyageurs. Ces changements environnementaux raccourcissent les saisons touristiques, endommagent les infrastructures touristiques, réduisent l'attractivité des destinations et augmentent les coûts supportés par les entreprises du secteur touristique. Par conséquent, le changement climatique constitue un défi majeur pour la durabilité et la résilience à long terme du secteur touristique, rendant de plus en plus nécessaires les mesures d'adaptation et les pratiques de tourisme durable.

L'ensemble des données disponibles justifie les préoccupations relatives à l'évolution du climat mondial. La majeure partie de cette évolution est imputable aux effets des activités humaines, tant par l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre que par la modification de la capacité d'absorption du milieu naturel permettant de capter et de stocker le carbone. L'activité touristique contribue de manière significative aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, notamment par les transports, le chauffage, la climatisation et d'autres formes de consommation d'énergie. Le secteur est également susceptible d'être fortement affecté par les changements climatiques, tant au niveau mondial que local[3].

Si les préoccupations liées aux effets polluants du tourisme peuvent influer sur de nombreux aspects des activités des touristes, la principale question concerne leur consommation de services de transport, notamment le transport routier et aérien. Dans le cadre plus large de la durabilité du tourisme, les impacts du tourisme contribuant au changement climatique peuvent être liés à sa forte consommation d'eau et d'énergie par habitant, ainsi qu'aux effets qu'il peut avoir sur la flore et la faune. Afin de réduire les impacts négatifs du tourisme, il convient de mettre en œuvre des mesures fondées sur l'application de techniques et de technologies avancées de gestion environnementale. Le tourisme contribue aux émissions de gaz à effet de serre (GES) principalement par les transports ainsi que par le chauffage et la climatisation des établissements d'hébergement, qui peuvent tous deux recourir aux combustibles fossiles. Les émissions de GES résultant de l'utilisation des transports, de l'hébergement et d'autres services touristiques se produisent depuis le début du voyage d'un touriste jusqu'à son retour à son domicile. Par conséquent, les mesures d'atténuation devraient couvrir les activités touristiques tout au long de la chaîne d'approvisionnement, notamment les systèmes de transport internationaux, nationaux et régionaux, les voyagistes émetteurs et réceptifs, ainsi que les prestataires locaux d'hébergement, de transport et d'autres services dans les destinations. [4]

Au cours des dernières décennies, le secteur du tourisme a connu une expansion importante et continue, accompagnée d'une diversification croissante, ce qui en fait l'un des secteurs les plus dynamiques et à la croissance la plus rapide de l'économie mondiale.

[3] Changement climatique et tourisme, extrait de Indicateurs du développement durable des destinations touristiques : Guide pratique, Organisation mondiale du tourisme (2004), pp. 155-164.
[4]Changement climatique et tourisme, extrait de Indicateurs du développement durable des destinations touristiques : Guide pratique, Organisation mondiale du tourisme (2004), pp. 155-164.

Le tourisme est étroitement lié au développement économique et social et s'est étendu à un nombre croissant de destinations émergentes. Sous l'effet de ces évolutions, le tourisme est devenu un important moteur de la croissance socio-économique, jouant un rôle significatif dans la création d'emplois, la génération de revenus et le développement global des destinations.

Selon l'ONU Tourisme, quelque 307 millions de touristes ont voyagé à l'international au premier trimestre 2026, soit environ 6 millions de plus qu'au cours de la même période en 2025. Si le début de l'année a été marqué, dans l'ensemble, par une demande de voyages soutenue, avec une croissance cumulée de 2,5 % en janvier et février, le conflit au Moyen-Orient a pesé sur les résultats en mars, où la croissance s'est établie à 0,4 %.

Le conflit devrait ramener la croissance des arrivées internationales à un niveau inférieur de 1 à 2 points de pourcentage aux prévisions initiales de l'ONU Tourisme, qui tablaient sur une croissance de 3 % à 4 % en 2026, en fonction de la durée et de l'ampleur du conflit. Outre les perturbations des vols à destination, en provenance et à l'intérieur du Moyen-Orient ainsi que leurs effets sur la confiance des voyageurs, la flambée des prix du pétrole et la pénurie de carburant d'aviation sur certains marchés entraînent une hausse des tarifs aériens et une réduction des capacités aériennes dans d'autres régions également. L'augmentation du coût des voyages, conjuguée aux incertitudes liées à la connectivité aérienne, pourrait réorienter la demande vers des destinations touristiques plus proches tout en pesant sur la demande globale de voyages.

L'Europe, première région touristique mondiale, a accueilli plus de 130 millions de touristes internationaux au premier trimestre de 2026, soit une hausse de 4 %, dans le prolongement de la forte dynamique enregistrée en 2025 (+5 %). Certaines destinations ont bénéficié de la réorientation des flux touristiques. L'Europe méditerranéenne méridionale et l'Europe du Nord ont toutes deux enregistré une hausse de 4 % des arrivées au premier trimestre 2026, tandis que l'Europe centrale et orientale (+6 %) a poursuivi sa reprise. Les arrivées en Afrique (+4 %) ont continué de progresser au premier trimestre 2026, l'Afrique du Nord enregistrant une hausse de 4 %, soutenue par de solides résultats à deux chiffres en mars (+18 %). Les arrivées en Afrique subsaharienne ont également augmenté de 4 % au premier trimestre 2026.

L'Asie et le Pacifique ont enregistré une croissance de 3 % au premier trimestre, légèrement inférieure aux attentes en raison de performances contrastées selon les destinations. De solides résultats ont été enregistrés en février (+9 %), mais ils ont été plus modérés en mars (+2 %), les perturbations affectant les plateformes aéroportuaires du Moyen-Orient ayant contribué à une baisse de 27 % en Asie du Sud. L'Océanie (+9 %) et l'Asie du Nord-Est (+5 %) ont enregistré des résultats particulièrement robustes au premier trimestre 2026. Dans l'ensemble, les arrivées en Asie sont restées inférieures de 11 % aux niveaux d'avant la pandémie (soit 89 % des niveaux du premier trimestre 2019).

Au Moyen-Orient, les arrivées ont diminué de 14 % au premier trimestre 2026, sous l'effet du conflit. Plusieurs destinations du Golfe ont enregistré de fortes baisses au cours du trimestre, tandis que l'Égypte (+16 %) a affiché une solide progression des arrivées. Cette évolution fait suite à une forte reprise du tourisme au Moyen-Orient après la pandémie, les arrivées ayant dépassé de 40 % les niveaux de 2019 en 2025.

Cependant, la reprise du tourisme est également confrontée à certains défis. Selon l'ONU Tourisme, les vents contraires économiques et géopolitiques continuent de poser des défis significatifs au tourisme international et aux niveaux de confiance. Le conflit au Moyen-Orient, les coûts élevés des transports et de l'hébergement ainsi que d'autres facteurs économiques constituent les trois principaux défis affectant le tourisme international en 2026. Le conflit a entraîné une flambée des prix du pétrole, en particulier des prix du carburant d'aviation, qui restent très volatils. Cette situation entraîne une hausse des prix des transports dans un contexte où l'inflation des services, y compris des services touristiques, demeure déjà élevée, ce qui exerce une pression sur la demande de voyages.

L'incertitude entourant la crise a modifié les préférences en matière de destinations, tout en contraignant les compagnies aériennes à détourner ou à annuler des milliers de vols. Dans ce contexte, les touristes devraient continuer à rechercher un bon rapport qualité-prix, mais pourraient également privilégier des destinations plus proches de leur domicile en raison du niveau élevé des prix.

Le tourisme est devenu l'un des secteurs les plus dynamiques et à la croissance la plus rapide de l'économie mondiale, caractérisé par une croissance soutenue et une diversification croissante. À l'avenir, le nombre d'arrivées de touristes internationaux devrait atteindre environ 1,8 milliard d'ici à 2030, avec une croissance particulièrement forte attendue dans les régions émergentes telles que l'Asie, le Moyen-Orient et l'Afrique. Les projections à plus long terme indiquent que le nombre d'arrivées internationales dans le monde pourrait atteindre entre 2,4 et 3,1 milliards d'ici à 2050 (ONU Tourisme, 2026). Compte tenu de ces tendances, le tourisme est largement reconnu comme un moteur essentiel du développement économique et comme un secteur stratégique pour la réalisation des Objectifs de développement durable (COMCEC, 2026).

Toutefois, la poursuite de l'expansion du tourisme pose des défis importants dans le contexte de la décarbonation de l'économie mondiale. Le secteur reste très énergivore et demeure principalement dépendant des combustibles fossiles (COMCEC, 2026).

Le changement climatique constitue un défi fondamental pour la compétitivité à long terme, la durabilité et les dynamiques spatiales du tourisme, obligeant les destinations à renforcer leur résilience face à l'accroissement des risques environnementaux. Par conséquent, les systèmes touristiques sont appelés non seulement à s'adapter à l'évolution des conditions climatiques, mais également à anticiper et à gérer les incertitudes futures au moyen d'approches plus stratégiques et prospectives (COMCEC, 2026).

Néanmoins, le changement climatique transforme de plus en plus les conditions environnementales dont dépend le tourisme, principalement sous l'effet de l'intensification des aléas liés au climat et de la dégradation des ressources naturelles. Ces effets comprennent l'augmentation de la fréquence et de la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes, les pressions liées à l'eau, telles que les sécheresses et les inondations, ainsi que la hausse des températures, qui modifie les régimes saisonniers et réduit la fiabilité des activités touristiques sensibles au climat, en particulier dans les destinations de montagne et côtières.

En outre, la dégradation de l'environnement, notamment la détérioration de la qualité de l'eau et l'érosion côtière, compromet davantage l'attractivité des destinations, tandis que l'évolution des conditions climatiques, notamment le stress thermique et l'accroissement de la variabilité météorologique, perturbe les activités touristiques et l'expérience des visiteurs (COMCEC, 2026).

Une politique climatique efficace dans le secteur du tourisme doit cibler les principales sources d'émissions, qui se concentrent largement dans l'aviation, le transport routier et l'hébergement, l'aviation constituant la composante la plus critique, en particulier lorsque l'on tient compte des effets climatiques plus larges allant au-delà du $CO_2$. Compte tenu de la croissance continue et attendue du transport aérien, les émissions globales du tourisme devraient augmenter même si les émissions provenant d'autres sous-secteurs diminuent, ce qui montre que les seuls gains d'efficacité ne suffisent pas et que des changements structurels en faveur d'une mobilité à faibles émissions de carbone sont nécessaires. Dans le contexte des Pays Membres de l'OCI, le renforcement de l'adaptation et de la résilience des destinations touristiques nécessite une approche plus structurée, multidimensionnelle et axée sur les politiques, allant au-delà de mesures isolées, notamment compte tenu de leur forte exposition aux risques climatiques ainsi que des contraintes institutionnelles et financières. (COMCEC, 2026).

Pour lutter efficacement contre le changement climatique dans les pays de l'OCI, il convient d'adopter une approche holistique intégrant l'innovation, les partenariats stratégiques, le développement des infrastructures, la sensibilisation aux liens entre le climat et le tourisme, ainsi que des cadres politiques favorables.

## 2. Coopération du COMCEC sur le Tourisme

Le COMCEC attache la plus grande importance au renforcement de la coopération dans le domaine touristique entre les Pays Membres de l'OCI. Compte tenu de l'importance croissante de cette question dans le secteur du tourisme, le Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme a consacré ses deux dernières réunions consécutives au thème « Impacts du Changement Climatique et Stratégies d'Atténuation pour un Tourisme Durable dans les Pays de l'OCI ».

### 2.1. Impacts du changement climatique et stratégies d'atténuation pour un tourisme durable au sein de l'OCI

Depuis la 41ème Session du COMCEC, la 26ème Réunion du Groupe de Travail du COMCEC sur le Tourisme (GTC) s'est tenue virtuellement le 21 avril 2026, tandis que la 27ème Réunion s'est tenue les 16 et 17 septembre 2026 à Ankara, Türkiye, sur le thème « Impacts du changement climatique et stratégies d'atténuation pour un tourisme durable au sein de l'OCI ».

Un rapport de recherche portant sur le même thème a été préparé pour deux réunions consécutives du GTC du COMCEC (26ème et 27ème).

Alors que la première version du rapport, accompagnée d'une étude de cas par pays, a été soumise à la 26ème Réunion du GTC, la version finale du rapport a été soumise à la 27ème Réunion du GTC. L'objectif principal de l'étude était d'établir une base conceptuelle permettant de mieux comprendre les implications actuelles et futures des impacts du changement climatique sur le secteur du tourisme dans les Pays Membres de l'OCI, ainsi que de proposer des stratégies et des politiques d'atténuation solides pour relever les défis apparus jusqu'à présent.

La première version du rapport a mis en évidence des conclusions importantes concernant les impacts du changement climatique et les stratégies d'atténuation dans le secteur du tourisme en général ainsi que dans les Pays Membres de l'OCI. Il a fourni un cadre conceptuel sur le changement climatique dans le secteur du tourisme à l'échelle mondiale, ainsi que dans la région de l'OCI et dans le tourisme mondial. À la lumière des discussions tenues au cours de la réunion et avec la contribution active des Pays Membres, la version préliminaire du rapport a été améliorée.

La version finale du rapport a mis en évidence les Pays Membres de l'OCI présentant les meilleures pratiques, ainsi que des outils, une feuille de route et des recommandations politiques susceptibles de les aider à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies d'atténuation du changement climatique dans le secteur du tourisme. Plus précisément, l'étude examine les stratégies d'atténuation et une feuille de route visant à faire face au changement climatique dans les pays de l'OCI. L'étude évalue également les impacts du changement climatique sur le tourisme dans les Pays Membres et formule des stratégies d'atténuation et d'adaptation concrètes, ainsi que les principaux facteurs de réussite dans ce domaine. L'étude se concentre également sur les analyses SWOT. De plus, le rapport comprend des recommandations politiques solides, spécifiques et pratiques à l'intention des parties prenantes et des décideurs gouvernementaux dans les Pays Membres de l'OCI.

La 27ème Réunion du Groupe de Travail sur le Tourisme a formulé les recommandations de politique générale suivantes :

- Intégrer l'évaluation des risques climatiques, l'atténuation, l'adaptation, la préparation aux situations d'urgence et l'utilisation efficace des ressources dans les stratégies touristiques, les plans de destination, les normes et les décisions d'investissement, conformément aux mesures nationales d'adaptation.
- Développer des mécanismes de coordination entre le tourisme et le climat grâce à une coordination efficace du secteur public.
- Adopter une gestion des destinations fondée sur les écosystèmes et résiliente afin de protéger les ressources touristiques naturelles et culturelles sensibles au changement climatique.
- Développer des mécanismes de financement climatique et d'incitation spécifiques au tourisme, en accordant un soutien particulier aux MPME du secteur du tourisme et aux communautés locales.

- Développer des systèmes de collecte de données, de suivi et de renforcement des capacités en matière de tourisme et de climat, appuyés par des tableaux de bord sur la résilience climatique du tourisme, afin de renforcer et de soutenir une mise en œuvre fondée sur des données probantes et la gestion des risques.

Tous les rapports et les présentations soumis au Groupe de Travail sont disponibles sur le site du COMCEC. (http://www.comcec.org/)

### 3. Le mécanisme de financement des projets du COMCEC

Le Financement des Projets du COMCEC (FPC) est l'autre instrument important de la Stratégie. Les projets financés dans le cadre du FPC doivent servir la coopération entre les Pays Membres et être conçus conformément aux objectifs et aux résultats attendus définis par la Stratégie dans le domaine du tourisme. Les projets jouent également un rôle important dans la mise en œuvre des recommandations politiques formulées par les Pays Membres lors des réunions du GTC.

Dans le cadre du 13ème Appel à Propositions de Projets au titre du FPC, sept projets ont été sélectionnés pour être mis en œuvre en 2026. Avec un projet des Maldives reporté de l'année précédente, les huit projets sont les suivants :

Le premier projet, intitulé « Renforcement de la Préservation des Sites du Patrimoine Culturel par le Renforcement des Systèmes de Gouvernance et de Suivi », est mis en œuvre par le Bangladesh avec la participation de la Türkiye, de l'Ouzbékistan, du Mali, de la Jordanie, de l'Arabie saoudite et du SESRIC. L'objectif du projet est de renforcer les systèmes de gouvernance et de suivi au Bangladesh, sur la base des meilleures pratiques, des réglementations nécessaires, des améliorations institutionnelles et de la participation active des parties prenantes à la préservation des sites du patrimoine culturel. Afin de réaliser les objectifs susmentionnés, un atelier approfondi sera organisé.

Le deuxième projet, intitulé « Renforcement du Tourisme Culinaire de la Gambie par le Développement des Capacités des Chefs/Cuisiniers dans le Secteur du Tourisme et de l'Hôtellerie », est mis en œuvre par la Gambie en partenariat avec la Türkiye. L'objectif du projet est de renforcer les capacités humaines et techniques des chefs et cuisiniers du secteur de l'hôtellerie en Gambie en matière de techniques culinaires modernes, d'élaboration des menus, de présentation des plats, de nutrition, d'hygiène et de respect des normes de sécurité alimentaire. Dans ce cadre, une visite d'étude sera organisée en Türkiye afin d'examiner les meilleures pratiques sur place. Par la suite, un programme de formation sera organisé avec la participation de chefs et de cuisiniers sélectionnés.

Le troisième projet, intitulé « Renforcement et Promotion de l'Image de Marque des Destinations Touristiques en Indonésie conformément aux Normes Halal de l'OCI/SMIIC », est mis en œuvre par l'Indonésie en partenariat avec la Malaisie, la Türkiye, les Émirats arabes unis et le SMIIC.

Le projet vise à améliorer les systèmes d'évaluation de la conformité et à renforcer l'infrastructure qualité afin de garantir l'alignement de l'écosystème touristique de l'Indonésie sur les normes de l'OCI/SMIIC. Ce projet comprend deux activités. Une visite d'étude approfondie en Türkiye a été organisée afin de permettre aux participants d'acquérir une expérience sur place concernant les normes halal du SMIIC. Par la suite, une formation portant sur l'alignement des pratiques touristiques nationales sur le concept halal sera organisée à l'intention des participants issus des organisations sectorielles en Indonésie.

Le quatrième projet, intitulé « Amélioration du Tourisme Gastronomique Maldivien par le Renforcement de la Reconnaissance de la Cuisine Traditionnelle », est mis en œuvre par les Maldives. Il vise à renforcer la compétitivité du secteur touristique en promouvant et en valorisant l'image de marque de la gastronomie maldivienne grâce au renforcement des liens entre le tourisme et les communautés locales. Dans le cadre du projet, une réunion de publicité sera organisée et des supports promotionnels seront élaborés. Les supports promotionnels comprennent la réalisation de livres et de vidéos exhaustifs et de haute qualité mettant en valeur la cuisine traditionnelle maldivienne, avec un accent particulier sur les pratiques culinaires et les récits culturels. Lors de la réunion de publicité, ces supports, ainsi que la Stratégie gastronomique des Maldives, seront présentés aux principales parties prenantes du secteur touristique afin de renforcer l'image de marque du secteur gastronomique.

Le cinquième projet, intitulé « Initiative des Villages de Tourisme Durable : Autonomisation des Communautés et Amélioration de l'Expérience des Visiteurs en Milieu Rural », est mis en œuvre par l'Ouzbékistan en coopération avec trois partenaires, à savoir la Türkiye, l'Indonésie et le SESRIC. Ce projet vise à promouvoir un tourisme rural durable et porté par les communautés, en renforçant les capacités humaines, en améliorant les normes applicables aux villages et en diversifiant l'expérience des visiteurs. À cette fin, une visite d'étude sera organisée en Türkiye afin d'examiner les villages touristiques sous l'angle du tourisme communautaire, du rôle des parties prenantes locales et des structures institutionnelles. Par la suite, un atelier sera organisé en Ouzbékistan et un guide sur le modèle de village touristique sera élaboré.

Le sixième projet, intitulé « Renforcement du Tourisme Culinaire en Ouganda par le Développement des Compétences », est mis en œuvre par l'Ouganda en coopération avec l'Égypte. Ce projet vise à renforcer les compétences des chefs, des étudiants et du personnel des écoles culinaires ainsi que des autres parties prenantes concernées dans des domaines tels que les techniques de cuisine et de présentation des plats, les normes de sécurité alimentaire et d'hygiène, l'élaboration de menus adaptés aux marchés touristiques et la prestation de services centrés sur le client. Dans ce cadre, une visite d'étude sera organisée en Égypte afin d'examiner directement l'écosystème du tourisme gastronomique du pays. Sur la base des expériences acquises sur le terrain, un programme de formation sera organisé avec la participation des acteurs du secteur.

L'autre projet, intitulé « Renforcement des Capacités des Acteurs du Tourisme conformément aux Normes de l'OCI/SMIIC relatives aux Restaurants Halal et aux Services Touristiques », est mis en œuvre par le SMIIC en partenariat avec sept Pays Membres de l'OCI, à savoir l'Égypte, la Syrie, Oman, le Cameroun, le Maroc, l'Ouzbékistan et le Sénégal. Ce projet vise à renforcer la conformité des établissements d'hébergement aux normes OCI/SMIIC 6 (Restaurants Halal) et OCI/SMIIC 9 (Services Touristiques Halal) dans le cadre de la prestation de leurs services. Dans ce cadre, des programmes de formation adaptés sont dispensés dans chacun des pays participants afin de renforcer les capacités des acteurs des destinations touristiques, tels que les restaurants, les hôtels et les associations d'établissements d'hébergement, en ce qui concerne les normes halal du SMIIC et leur application pratique.

Le dernier projet, intitulé « Renforcement de l'Image de Marque de l'Égypte en tant que Destination de Tourisme Culturel par le Partage d'Expériences », a été mis en œuvre par le SESRIC en partenariat avec l'Égypte, la Türkiye, l'Ouzbékistan, la Malaisie et le Sénégal. Ce projet visait à promouvoir l'Égypte en tant que destination de tourisme patrimonial en améliorant l'expérience des visiteurs et la visibilité culturelle, en renforçant l'autonomisation des communautés locales et en recourant à l'innovation numérique. Dans ce contexte, avec la participation d'experts issus des secteurs concernés de plusieurs pays islamiques de premier plan dans le domaine du tourisme lié au patrimoine culturel, une formation et un atelier seront organisés afin d'atteindre ces objectifs. Par la suite, une feuille de route sera élaborée pour la préservation du patrimoine culturel et le développement de l'image de marque des destinations dans ce domaine dans les pays islamiques.

### 4. Autres Activités en Cours

Les autres activités importantes menées dans le cadre de la coopération dans le domaine du tourisme peuvent être résumées comme suit :

- Le Forum du Secteur Privé de l'OCI/COMCEC sur le Tourisme offre un canal de communication régulier aux représentants du secteur privé des Pays Membres. À cet égard, le Ministère de la Culture et du Tourisme de la République de Türkiye, qui assure le Secrétariat du Forum, a organisé la 14ème Réunion du Forum du Secteur Privé de l'OCI/COMCEC sur le Tourisme le 14 octobre 2026, sous le thème « Transformation Numérique et Intelligence Artificielle dans le Tourisme ».

COMCEC